

# Chronologie de l'histoire du LIBAN

**1943** : sous mandat français depuis 1920, l'ancienne province de l'empire ottoman proclame son indépendance. Le "Pacte national" institue un système politique confessionnel répartissant les pouvoirs entre les Maronites, les sunnites, les chiites, les druzes, et les grecs catholiques et orthodoxes.

**1952-58** : présidence de Camille Chamoun qui pratique une politique pro-occidentale.

**1958** : une insurrection de nationalistes arabes favorables à Nasser (président égyptien) est matée par une intervention américaine.

**1970-71**: chassés de Jordanie, les combattants palestiniens de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) installent leurs bases au Sud-Liban.

**1972-73**: des opérations militaires et des représailles entre Israéliens et Palestiniens sur le territoire libanais enveniment les relations entre les Palestiniens et l'Etat libanais.

## La guerre civile : 1975-1989

**13 avril 1975** : 27 passagers d'un autobus, pour la plupart palestiniens, sont tués par des miliciens phalangistes (chrétiens maronites). Des accrochages et des représailles s'ensuivent entre Palestiniens et Phalangistes. Cet événement marque le début de la guerre du Liban qui durera 15 ans.

**Avril 75-janvier 1976** : les combats opposent les milices chrétiennes conservatrices aux palestino-progressistes (Palestiniens et gauche libanaise). La Syrie soutient ces derniers, tout en proclamant sa neutralité.

**Juin 1976** : renversement d'alliance de la Syrie qui envoie des troupes au Liban à la demande du camp chrétien. Déroute des Palestino-progressistes.

**Novembre 1976** : fin officielle de la guerre. Le bilan est de 30 000 tués et 600 000 réfugiés. Mise en place de la Force arabe de dissuasion (FAD), à majorité syrienne. L'armée libanaise a éclaté en factions rivales. Le territoire est sous l'autorité d'une multitude de milices et de clans.

**Mars 1977** : assassinat de Kamal Joumblatt, chef du parti socialiste progressiste (PSP, druze). Les représailles font plusieurs dizaines de victimes chrétiennes.

**Mars 1978** : à la suite d'un attentat palestinien à Tel Aviv, les troupes israéliennes envahissent le Sud-Liban ("opération Litani") pour créer une "zone de sécurité". L'ONU envoie une force d'interposition, la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL). L'armée israélienne se retire en juin, laissant le contrôle du Sud Liban à la milice chrétienne du commandant Saad Haddad.

**Juillet 1978** : affrontements entre troupes syriennes et milices chrétiennes.

**Avril 1979** : le commandant Haddad proclame l'indépendance des zones chrétiennes du Sud-Liban et donne à sa milice le nom d'Armée du Liban Sud (ALS).

**Juin 1981** : affrontements entre Israéliens et Palestiniens au Sud-Liban. Les forces israéliennes bombardent Beyrouth.

**Juin 1982** : les Israéliens envahissent à nouveau le Liban et assiègent Beyrouth (opération "Paix en

Galilée").

**Août 1982** : 11.000 combattants de l'OLP sont évacués de Beyrouth sous la supervision de la Force multinationale.

**14 septembre 1982** : élu moins d'un mois auparavant, le président Béchir Gemayel est assassiné à Beyrouth. Son frère Amine lui succède le 21. Les Israéliens entrent à Beyrouth-Ouest.

**17-18 septembre 1982** : le massacre de civils par les milices chrétiennes dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila, avec la complicité passive de l'armée israélienne, fait 800 morts, selon une commission d'enquête israélienne.

**Avril 1983** : un attentat-suicide chiite fait 63 morts à l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth.

**Mai 1983** : signature d'un accord de paix entre Israël et le Liban. Création d'une zone tampon sous l'autorité de l'Armée du Liban Sud.

**Septembre 1983** : la "guerre de la Montagne" oppose chrétiens et druzes. Ceux-ci prennent le contrôle de la région du Chouf, au sud-est de Beyrouth.

**Octobre 1983** : double attentat-suicide du Jihad islamique contre les contingents français (58 morts) et américain (241 morts) de la force multinationale.

**Novembre 1983** : un attentat-suicide contre le quartier général israélien à Tyr fait 62 victimes.

**Novembre-décembre 1983** : affrontements entre l'OLP et les Syriens à Tripoli, appuyés par des dissidents palestiniens. Yasser Arafat et 4 000 de ses partisans sont évacués sous protection française.

**Février 1984** : la milice chiite Amal prend le contrôle de Beyrouth-Ouest. Les Druzes de Walid Joumblatt s'emparent des positions des Forces Libanaises (milice chrétienne) dans la montagne au sud de Beyrouth. Les contingents militaires américains, britanniques et italiens de la Force multinationale quittent le Liban.

**Mars 1984** : premier d'une longue série d'enlèvements d'otages occidentaux. La France annonce le retrait de son contingent de la FINUL. Le Conseil des ministres décide l'abrogation du traité de paix de mai 1983.

**Mai 1984** : formation d'un gouvernement d'union nationale dirigé par Rachid Karamé.

**Mars 1985** : un attentat à la voiture piégée dans un quartier chiite de Beyrouth fait 75 morts.

**Mai-juin 1985** : première "guerre des camps". Des affrontements entre la milice chiite Amal, soutenue par une partie de l'armée libanaise, et les Palestiniens de Sabra et Chatila font 700 morts dans les camps de réfugiés.

**Juin 1985** : fin du retrait de l'armée israélienne du Liban, à l'exception d'une zone-tampon au sud, laissée sous le contrôle de l'Armée du Liban Sud d'Antoine Lahad.

**Octobre 1985** : accord pour un arrêt des combats entre les trois principales milices : Amal (chiite), PSP (druze) et Forces libanaises (chrétienne). Le président Gemayel fait échouer cet accord.

**Janvier 1986** : affrontements entre milices chrétiennes à Beyrouth.

**Mai 1986-avril 1987** : nouvelle "guerre des camps" entre Amal et Palestiniens.

**Février 1987** : violents affrontements entre milices druzes et chiites à Beyrouth-Ouest. Déploiement de 8 000 soldats syriens.

**Juin 1987** : le Premier ministre Rachid Karamé est tué dans un attentat. Il est remplacé par Salim Hoss.

**Mai 1988** : les combats dans la banlieue sud de Beyrouth entre milices chiites Amal et Hezbollah (créée en 1982 au Sud Liban, à la suite de l'invasion israélienne) font 600 morts en 2 semaines. L'armée syrienne s'interpose.

**Août 1988** : l'élection présidentielle est reportée, le quorum n'étant pas atteint. Le président Gemayel n'est pas remplacé à la fin de son mandat en septembre. Il désigne le commandant des forces armées, le général Aoun, pour former un gouvernement provisoire. Les musulmans ne le reconnaissent pas, et forment un gouvernement parallèle à Beyrouth Ouest, dirigé par Salim Hoss.

**Mars 1989** : Michel Aoun lance une "guerre de libération" contre les 33 000 soldats syriens présents au Liban.

**Octobre 1989** : signature des Accords de Taef qui établissent un nouvel équilibre entre les communautés, prévoient la dissolution des milices, le renforcement des pouvoirs du Premier ministre et la formation d'un gouvernement d'union nationale. La Syrie maintient plus de 40 000 soldats au Liban.

**Novembre 1989** : René Moawad est élu président par les signataires des accords de Taef le 5, et assassiné le 22. Salim Hoss devient Premier ministre et le général Emile Lahoud succède à Michel Aoun en tant que chef des forces armées.

**Janvier-mars 1990** : la guerre pour le contrôle du "Pays chrétien" entre partisans du général Aoun et Forces Libanaises de Samir Geagea fait plusieurs milliers de morts. Aoun se réfugie à l'ambassade de France. Il partira en exil en France en 1991. La guerre civile libanaise a fait plus de 140 000 morts en 15 ans.

## L'après-guerre

**Mai 1991** : signature d'un Traité d'amitié avec la Syrie, qui consacre le rôle prépondérant de Damas.

**Octobre 1992** : le milliardaire Rafic Hariri est nommé Premier ministre. Elections législatives partiellement boycottées par les chrétiens (taux de participation de 20%).

**Avril 1996** : à la suite de tirs de roquette du Hezbollah contre le nord d'Israël, le Premier ministre israélien, Shimon Pérès, lance en représailles l'opération "Raisins de la colère". 102 civils réfugiés dans un camp de l'ONU au Sud-Liban sont tués par des bombes israéliennes. Création d'un Comité de surveillance tripartite (libanais, syrien et israélien), sous la présidence alternée des Etats-Unis et de la France : Israël et le Hezbollah s'engagent à s'abstenir de viser des cibles civiles de part et d'autre de la frontière israélo-libanaise et de tirer à partir de zones habitées.

**Octobre 1998** : le parlement élit le commandant en chef de l'armée, Emile Lahoud, au poste de président de la République. Un mois plus tard, celui-ci évince Rafic Hariri du poste de Premier ministre et nomme Salim Hoss à sa place.

## 2000

**Février** : Intensification des affrontements entre le Hezbollah et l'armée israélienne.

**5 mars** : le gouvernement israélien approuve la proposition du Premier ministre, Ehud Barak, de retrait unilatéral des troupes israéliennes du Sud-Liban, avant juillet 2000.

**Mai** : les désertions qui se multiplient dans les rangs de l'ALS entraînent le retrait précipité de l'armée israélienne.

**27 août-3 septembre** : le résultat des élections législatives constitue un camouflet pour le Premier ministre Salim Hoss. Ce scrutin marque le retour de son prédécesseur, Rafic Hariri.

**Octobre** : le Hezbollah capture trois militaires israéliens dans le secteur disputé de Chebaa, aux confins du Liban, de la Syrie et d'Israël.

## 2001

**Juin** : retrait partiel des troupes syriennes de Beyrouth et de ses environs. En vertu de l'accord de Taëf (1989) qui a mis fin à la guerre civile, l'armée syrienne aurait dû se retirer de Beyrouth vers la plaine de la Békaa en 1992.

**Août** : vague d'arrestation de militants chrétiens anti-syriens, accusés de complot contre la sécurité du Liban.

**Novembre** : les Etats-Unis rendent publique une liste de groupes terroristes incluant le Hezbollah et demandent à Beyrouth de geler ses avoirs. Le gouvernement libanais, qui considère le Hezbollah comme une organisation de résistance, rejette cette demande.

## 2002

**24 janvier** : l'ex-chef de guerre chrétien Elie Hobeika est tué dans un attentat à la voiture piégée près de Beyrouth. Il était considéré comme l'un des responsables des massacres de Sabra et Chatila.

## 2004

**11 mai** : les Etats-Unis imposent des sanctions économiques contre Damas et réclament le retrait du corps expéditionnaire syrien.

**28 août** : le gouvernement libanais annonce un projet d'amendement de la Constitution pour prolonger le mandat du président Lahoud. Deux jours plus tôt, le président syrien avait convoqué le Premier ministre Rafic Hariri, pour lui signifier la volonté de Damas.

**2 septembre** : à l'initiative de Paris et de Washington, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la

résolution 1559 appelant au respect de la souveraineté du Liban et au retrait de toutes les troupes étrangères de son sol, visant implicitement la Syrie.

**6 septembre** : opposés à l'amendement de la constitution, quatre ministres démissionnent du gouvernement.

**21 septembre** : le député druze Walid Joumblatt lance une pétition remettant en cause la prolongation du mandat du président Lahoud.

**20-29 septembre** : redéploiement de 3 000 soldats syriens qui retournent en Syrie.

**20 octobre** : démission de Rafic Hariri. Le député pro-syrien Omar Karamé forme un nouveau gouvernement.

**13 décembre** : pour la première fois depuis 1975, tous les partis de l'opposition lancent un programme commun dénonçant la tutelle syrienne.

## 2005

### Février

**14** : Rafic Hariri est tué à Beyrouth, dans un attentat à l'explosif qui fait 18 morts. Le lendemain, le Conseil de sécurité de l'ONU demande à Kofi Annan un rapport sur les circonstances de la mort de l'ancien Premier ministre et réclame le retrait des troupes syriennes du Liban.

**16** : début de manifestations quotidiennes de l'opposition contre la présence syrienne.

**23** : plus de deux cents personnalités syriennes appellent, dans une lettre ouverte, le président Bachar al-Assad à retirer l'armée syrienne du Liban.

**28** : le gouvernement d'Omar Karamé démissionne.

### Mars

**8** : à l'appel des partis chiites Hezbollah et Amal, près de 400 000 personnes manifestent à Beyrouth en faveur de la Syrie et contre l'ingérence de Washington et Paris.

**14** : près d'un million de personnes manifestent à Beyrouth, dans un rassemblement sans précédent, pour réclamer la vérité sur l'assassinat de Rafic Hariri et le départ du chef de l'Etat Emile Lahoud.

### Avril

**3** : la Syrie et l'ONU parviennent à un accord sur le retrait de toutes les troupes syriennes déployées au Liban avant le 30 avril.

**7** : le Conseil de sécurité des Nations unies décide de créer une Commission internationale indépendante pour enquêter sur l'assassinat de Rafic Hariri.

**26** : le départ des derniers soldats syriens marque la fin officielle de la présence de Damas au Liban.

### Mai

**4 mai** : la justice annule les poursuites concernant trois chefs d'accusation contre le général Michel Aoun, ancien Premier ministre chrétien, exilé en France pendant quinze ans. Il rentre au Liban le 7 mai.

**27 mai** : le général Aoun annonce sa candidature aux élections législatives. Il choisit de s'allier avec des hommes liges de Damas.

**29 mai - 19 juin** : élections législatives. La coalition anti-syrienne menée par Saad Hariri, le fils de l'ancien Premier ministre, remporte 72 des 128 sièges.

## Juin

**2 juin** : le journaliste et opposant anti-syrien Samir Kassir est assassiné dans un attentat à la voiture piégée.

**21 juin** : l'ancien chef du Parti communiste, Georges Hawi, proche de l'opposition antisyrilienne, est tué dans un attentat à la voiture piégée à Beyrouth.

## Juillet

**19 Juillet** : Fouad Siniora, un ancien allié de Rafic Hariri, forme un nouveau cabinet incluant le Hezbollah.

## Septembre

**1er septembre** : le procureur général engage des poursuites judiciaires contre le chef de la garde présidentielle libanaise et trois anciens officiers liés, selon l'enquête, à l'assassinat de Rafic Hariri.

## Octobre

**20 octobre** : publication d'un rapport de la commission d'enquête de l'ONU, dirigée par le juge allemand Detlev Mehlis, qui met en cause la Syrie.

## Décembre

**12 décembre** : le journaliste et député chrétien Gebrane Tuéni est tué dans l'explosion d'une voiture piégée.

## 2006

**12 Juillet**: Israël lance une vaste offensive aérienne et maritime sur le Liban, après l'enlèvement à sa frontière de deux soldats et la mort de huit autres. L'opération a été revendiquée par le Hezbollah. Israël bombarde Beyrouth et le Liban-Sud, causant de graves dommages aux infrastructures. Le Hezbollah riposte par des tirs de roquette sur le nord d'Israël. Israël impose un blocus aérien et maritime au Liban.

**12 août** : le Conseil de sécurité adopte la résolution 1701 appelant à la cessation des hostilités au Liban. La résolution prévoit de donner des moyens et des effectifs supplémentaires à la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), pour épauler la force armée libanaise de 15 000 hommes que le gouvernement s'est engagé à déployer au Liban-Sud.

**14 août**: entrée en vigueur de la cessation d'hostilités entre Israël et le Hezbollah. En un mois, la guerre a fait près de 1200 morts et 900 000 déplacés au Liban; 150 morts et 400 000 déplacés en Israël.

**17 août**: début du déploiement de l'armée libanaise au Liban Sud.

**25 août**: Les Européens s'engagent à fournir plus de 7 000 hommes à la Finul. La France annonce le déploiement de 2 000 soldats.

**11 novembre** : les ministres du Hezbollah et du mouvement Amal quittent le gouvernement après l'échec de la formation d'un gouvernement d'union nationale au sein duquel ils auraient disposé d'une minorité de blocage.

**21 novembre** : Pierre Gemayel, ministre de l'Industrie, est assassiné par balles à Beyrouth.

**Décembre** : les chiïtes et les partisans du général chrétien Michel Aoun entament un sit-in près des bureaux du chef du gouvernement Fouad Siniora, dont ils réclament la démission.

## 2007

**Janvier** : l'opposition déclenche une grève générale qui dégénère en affrontements entre chiïtes et sunnites dans les quartiers musulmans de la capitale.

**25 janvier** : une quarantaine de pays et d'organisations internationales réunis en conférence à Paris, promettent 7,6 milliards de dollars de soutien à l'économie libanaise.

**17 mai** : les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne déposent au Conseil de sécurité un projet de résolution pour la création d'un tribunal international pour juger les assassins de Rafic Hariri.

**Fin mai** : de violents combats éclatent entre l'armée libanaise et le Fatah al-Islam, une milice islamiste retranchée dans un camp de réfugiés palestiniens à Tripoli, dans le Nord du pays. L'armée ne reprend le contrôle du camp, en ruines, qu'en septembre. La bataille a fait près de 400 morts. Une partie des miliciens serait parvenue à s'échapper.

**30 mai** : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 1757, qui impose la création d'un tribunal international pour juger les responsables de l'assassinat de Rafic Hariri, et des attentats qui ont ensanglanté le Liban depuis octobre 2004.

**18 septembre** : un attentat à la voiture piégée coûte la vie à huit personnes, dont le député chrétien anti-syrien Antoine Ghanem.

**25 septembre**: la séance du Parlement convoquée pour élire le président de la république est ajournée. Majorité et opposition ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la formation d'un gouvernement d'union nationale et l'amendement de la loi électorale pour les prochaines législatives.

**12 décembre** : le général François El-Hadj est tué dans un attentat à la voiture piégée à Beyrouth. Il était pressenti pour remplacer le chef des armées Michel Sleïmane, candidat à l'élection présidentielle.

## 2008

**12 février** : assassinat, à Damas (Syrie) d'Imad Moughnieh, chef de la sécurité du Hezbollah, recherché par Interpol pour des attentats et des enlèvements depuis 20 ans.

**Début mai** : des affrontements meurtriers éclatent entre la majorité et l'opposition, à la suite du limogeage du chef des services de sécurité de l'aéroport, un officier chiïte pro-syrien et de la mise hors la loi du réseau de télécommunications du Hezbollah. Les chiïtes lancent une campagne de désobéissance civile. À Beyrouth, le mouvement dégénère en bataille de rue et le Hezbollah prend le contrôle des quartiers ouest de la ville; les combats, qui font plus de 60 victimes, s'étendent à Tripoli et dans le Chouf. Le 14 mai, le gouvernement annule les deux décisions prises à l'encontre du Hezbollah. Grâce à une médiation de la Ligue arabe et du Qatar, un accord est conclu à Doha prévoyant l'élection immédiate du président de la République, la formation d'un gouvernement d'union nationale et la levée du sit-in installé par l'opposition depuis fin 2006 dans le centre de Beyrouth.

**25 mai** : Michel Sleimane, commandant en chef de l'armée, est élu Président du Liban après 18 mois de crise politique.

**11 juillet** : le Premier ministre Fouad Siniora forme un cabinet d'union nationale. Seize portefeuilles sont attribués à la majorité anti-syrienne, onze à l'opposition menée par le parti chiite Hezbollah, trois autres membres du cabinet étant nommés par le chef de l'Etat, Michel Sleimane, et le président du Parlement, Nabib Berri.

**16 juillet** : échanges de prisonniers et de dépouilles mortelles entre Israël et le Hezbollah.

**Juillet-août** : nouveaux affrontements meurtriers intercommunautaires à Tripoli.

**16 septembre** : ouverture d'un dialogue national entre les dirigeants des quatorze partis politiques ayant signé l'accord interlibanais de Doha en mai 2008. Les discussions portent entre autre sur les relations entre l'armée et les miliciens du Hezbollah.

**15 octobre** : Le Liban établit des relations diplomatiques officielles avec la Syrie conformément à l'annonce faite par les deux pays en juillet.

## 2009

**1er mars** : ouverture à La Haye du Tribunal spécial pour le Liban chargé de juger les auteurs présumés d'attaques terroristes perpétrées depuis 2004.

**29 avril** : le Tribunal spécial pour le Liban ordonne la remise en liberté de quatre officiers supérieurs, détenus depuis août 2005 dans le cadre de l'enquête sur l'attentat perpétré contre l'ex-premier ministre Rafic Hariri.

**7 juin** : la majorité remporte les élections législatives. Saad Hariri est chargé de former un gouvernement.

**2 août** : Walid Joumblatt, principal chef politique héréditaire de la communauté druze du Liban, annonce qu'il quitte la coalition du 14 mars.

**24 septembre** : Saad Hariri, qui a renoncé à former un gouvernement le 10 septembre faute d'accord avec l'opposition, est à nouveau chargé par le président Sleimane de tenter d'en constituer un.

**3 novembre** : la marine israélienne arraisonne en Méditerranée un navire transportant des armes, en provenance d'Iran, selon les médias israéliens, et apparemment destinée au Hezbollah libanais.

**9 novembre** : après cinq mois d'impasse, Saad hariri annonce la formation d'un gouvernement d'union nationale.

**19-20 novembre** : visite historique de Saad Hariri à Damas. Le premier ministre libanais rencontre Bachar el-Assad, qu'il accusait d'avoir fait tuer son père.



## 2010

**Février** : Israël multiplie les mises en garde visant le Hezbollah, le Liban et la Syrie.

**Avril** : la découverte d'un gisement d'hydrocarbures offshore attise la tension entre le Liban et Israël.

**Mai** : Le gouvernement israélien accuse la Syrie de livrer des missiles Scud au Hezbollah libanais.

**4 juillet** : décès de l'ayatollah Mohammad Hussein Fadlallah, longtemps considéré comme le mentor du Hezbollah.

**Juillet** : tension à la hausse après l'annonce par le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah que des membres de son parti allaient être mis en cause par le tribunal de l'ONU dans l'assassinat du dirigeant Rafic Hariri.

**Août** : quatre Libanais - trois soldats et un journaliste -et un lieutenant-colonel israélien sont tués lors d'échanges de tirs à la frontière israélienne.

**Octobre** : le président iranien Mahmoud Ahmadinejad effectue une visite controversée au Liban. Il est chaleureusement accueilli au Sud-Liban.

La tension, liée à l'enquête menée par le tribunal de l'ONU sur l'assassinat de Rafic Hariri, est exacerbée par d'éventuelles mises en cause des membres du Hezbollah et par l'émission de mandats d'arrêt en Syrie contre des proches du Premier ministre libanais.

## 2011

**Janvier** : la coalition gouvernementale s'effondre après la démission des ministres du Hezbollah et des ses alliés, enfonçant le pays dans la crise liée à l'enquête d'un tribunal de l'ONU sur l'assassinat du dirigeant Rafic Hariri.

Le 25, le Parlement, après le changement d'alliances de plusieurs partis, apporte son soutien à Najib Mikati, candidat du Hezbollah, au poste de Premier ministre.

**Juin** : le 13, Najib Mikati forme un gouvernement après 5 mois de tractations. 19 portefeuilles vont au Hezbollah et ses alliés, dont le chrétien Michel Aoun, et le chef du mouvement Amal, Nabih Berri. Les onze autres portefeuilles reviennent à des personnalités proches du président de la République, Michel Sleimane, du Premier ministre lui-même, et du leader druze Walid Joumblatt.

Le 30, le Tribunal spécial pour le Liban remet au procureur à Beyrouth un acte d'accusation et quatre mandats d'arrêt pour l'assassinat du dirigeant Rafic Hariri.

## Glossaire :

- **Maronites** : Les Maronites constituent la plus importante communauté chrétienne pré-arabe du Liban où siège l'Église maronite, une des Églises catholiques orientales. Ils occupent une place importante dans l'histoire, la politique ou l'économie du Liban. Une importante diaspora maronite s'est développée au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Le poste de président de la République libanaise est occupé par un maronite depuis l'indépendance du pays en 1943. Le poste de Chef de l'Armée Libanaise est également occupé par un maronite. Au parlement libanais, les Maronites disposent de 34 sièges réservés sur 128, donc plus de la moitié des 64 sièges réservés aux chrétiens.

- **Sunnites** : Le sunnisme est le courant religieux majoritaire de l'Islam. Il représente 85 à 90 % des musulmans. Il est parfois apparenté à une vision orthodoxe de l'islam. Le mot sunnite est basé sur le mot « sunna » qui représente donc la ligne de conduite de Mahomet. Ses actes ont donc valeur de loi et sont tous compilés en différents récits appelés « hadith » dont les principaux recueils sont le Sahih al-Bukhari et le Sahih Muslim, considérés comme quasiment authentiques ou totalement par l'ensemble des musulmans sunnites. Constituant une des trois grandes divisions de l'islam, les sunnites sont désignés en arabe comme les hommes de la « sunna » et de la communauté. On les nomme aussi simplement hommes du Livre (le « Coran »).

- **chiïtes** : Le chiïsme constitue l'une des trois principales branches de l'islam avec le sunnisme et le kharidjisme. Il regroupe environ 10 à 15 % des musulmans, dont 90 % de la population iranienne. Les chiïtes sont souvent appelés péjorativement sous le nom de Râfidhites ou refuseurs, ceux qui refusent les trois premiers califes (Abu Bakr, Omar et Othman). Les chiïtes sont ceux qui ont les croyances suivantes sur la succession de Mahomet :

1. La succession de Mahomet est une désignation divine.
2. Comme Mahomet a été choisi par Dieu, son successeur ou imam doit aussi être choisi par Dieu et puis inspiré à Mahomet.
3. Le successeur immédiat de Mahomet est Ali.
4. Le successeur doit être infaillible.

- **druzes** : Les Druzes, population du Proche-Orient professant une religion musulmane hétérodoxe, sont principalement établis dans la partie centrale du Mont-Liban, dans le sud de la Syrie et dans le nord de l'État d'Israël, en Galilée. Dispersés par l'Histoire, les Druzes vivent surtout au Liban (où ils seraient entre 400 000 et 600 000), en Syrie (entre 1 600 000 et 1 750 000 personnes), et en Israël (où ils seraient environ 118 000). Il y en a aussi plusieurs milliers sur le plateau du Golan, occupé par l'État d'Israël. Les Druzes vivant en dehors du Proche-Orient sont estimés à environ 100 000. Au Liban, ils vivent principalement dans les montagnes du Chouf, leur territoire ancestral. La religion Druze n'a ni liturgie, ni lieux de culte. La doctrine des Druzes est secrète et n'est révélée aux fidèles qu'après divers degrés d'initiation. Les Druzes rejettent la charia et les obligations rituelles qui en découlent. Au Liban, la communauté a été dirigée en partie par les familles Joumblatt et Hamadé.

- **OLP** : L'Organisation de libération de la Palestine est une organisation palestinienne politique et paramilitaire, créée en mai 1964. L'OLP est composée de plusieurs organisations palestiniennes, dont le Fatah. Depuis sa création, l'OLP, qui comporte des institutions politiques, s'est présentée comme un mouvement de résistance armée représentant les Palestiniens. Israël l'a considérée, officiellement jusqu'aux accords d'Oslo, comme une organisation terroriste avant de la considérer comme un interlocuteur diplomatique. Le 22 novembre 1974, l'Assemblée générale des Nations unies lui accorde le statut d'observateur. L'OLP est désormais reconnue comme le partenaire palestinien des négociations pour régler le conflit israélo-palestinien. Imaginée au départ comme un mouvement nationaliste arabe par les membres de la Ligue arabe dans le but de « libérer » la totalité de la Palestine du mandat britannique, la débâcle des armées arabes pendant la guerre des Six Jours de 1967 a changé le mouvement en organisation de guérilla palestinienne à l'arrivée de Yasser Arafat qui la dirigea de 1969 à sa mort, le 11 novembre 2004. L'OLP siège à l'ONU en tant qu'observateur permanent, sous le nom de « Palestine », et entretient des relations diplomatiques ou quasi diplomatiques avec de nombreux États.

- **Hezbollah** : Le Hezbollah (« Parti de Dieu »), fondé en juin 1982, mais révélé publiquement en février 1985, est un mouvement politique chiite libanais possédant une branche armée qui est à son origine. Il fut créé en réaction à l'invasion israélienne du Liban en 1982, en s'appuyant sur un financement iranien. Parti politique officiel au Liban, le Hezbollah est diversement perçu par la communauté internationale, les États-Unis, le Canada, l'Australie, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et le Bahreïn, l'ayant placé sur leur liste des organisations terroristes. Le 22 juillet 2013, l'Union européenne a aussi classé la branche militaire du Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes. Les six pays arabes du Golfe Persique ont placé le Hezbollah sur leur liste noire ne faisant aucune distinction entre cette organisation et sa branche militaire.

- **Amal** : fondée le 20 janvier 1975, c'est la milice du « mouvement des dépossédés » créée par Moussa Sader. L'acronyme Amal est généralement utilisé pour désigner le mouvement et signifie *espoir* en arabe. Amal est devenue l'une des plus importantes milices musulmanes durant la guerre civile libanaise avant de s'intégrer au jeu politique libanais et de perdre de son audience face au Hezbollah. Amal s'est fortement développée, de par ses liens très forts avec le régime islamique d'Iran, et les 300 000 réfugiés internes chiites du Liban du Sud après les bombardements israéliens du début des années 1980.

Dans les années 1960, les Palestiniens lancent des attaques répétées contre Israël depuis le Liban. Or les Libanais du sud sont les premières victimes des représailles israéliennes. Les habitants du sud, à majorité chiite essayent de se réfugier vers le nord du pays mais l'armée libanaise avait déjà installé un "*cordon sanitaire*" (zone tampon) dans le sud pour assurer la sécurité des habitants du nord. Les chiites se sentent vite marginalisés, ce qui entraîne un repli communautaire. En 1974, l'imam Moussa Sader crée le mouvement des dépossédés dont l'objectif est l'émancipation des chiites au Liban. Face à la montée des tensions au Liban, le mouvement crée sa propre branche armée. Celui-ci obtiendra tout d'abord une aide logistique, militaire et économique provenant du Shah d'Iran, puis de la république Islamique dans un second temps. C'est l'un des premiers partis à user d'un discours patriotique, dont celui de la défense nationale qui est absente des discours des principaux hommes politiques libanais. Après de nombreuses années d'activité réduite, qui ont permis au Hezbollah de développer sa présence au Sud-Liban, Amal a repris des activités violentes à la fin 1996. En 2006, ce mouvement s'est déclaré solidaire du Hezbollah durant le conflit israélo-libanais de 2006.

